



Publié sur RFI (<http://www.rfi.fr>)

Madagascar 2009-2013 : un quinquennat de turbulences politiques

Créé le 2013-10-24 12:43

Par Tirthankar Chanda

Chronologie / Madagascar/ Présidentielle

L'élection présidentielle malgache, reportée déjà à plusieurs reprises, se tiendra finalement le 25 octobre prochain. La population de la Grande Ile, exaspérée par les turbulences politiques que leur pays traverse depuis cinq ans, compte sur cette élection pour renouer enfin avec l'ordre constitutionnel et l'Etat de droit. Voici les dates clés de la descente de Madagascar aux enfers de l'instabilité et du chaos politiques.

2013

20 décembre : Tenue (éventuelle) du deuxième tour du présidentiel, jumelé avec les législatives.

25 octobre : Tenue du premier tour de l'élection présidentielle.

24 septembre : Lancement officiel de la campagne électorale.

17 août : Annonce par la nouvelle Cour électorale spéciale (CES) d'une nouvelle liste de 33 candidats autorisés à solliciter le suffrage universel. Sous la pression de la communauté internationale, la CES a invalidé huit candidatures dont celles de Lalao Ravalomanana, d'Andry Rajoelina et de Didier Rastriaka. L'élection qui devait avoir lieu en mai puis en août est fixée pour le 25 octobre.

3 mai : Volte-face. Rajoelina revient sur son engagement et dépose sa candidature à l'élection présidentielle, accusant la communauté internationale d'avoir autorisé l'épouse du président Ravalomanana à se porter candidat.

16 janvier : Engagement solennel par Andry Rajoelina renonçant à disputer le scrutin présidentiel.

2012

8 août : Echec des pourparlers entre Ravalomanana et Rajoelina aux Seychelles.

22 juillet : Répression sanglante par l'armée d'une mutinerie sur une base militaire proche de l'aéroport.

14 avril : Adoption d'une loi d'amnistie qui exclut Marc Ravalomanana condamné à plusieurs reprises pour la mort des manifestants en 2009. Le président déchu reste sous le coup du mandat d'arrêt ordonné par la Haute Autorité de la transition.

2011

5 décembre : Annonce par l'Union Européenne (UE) de la reprise progressive et sous conditions de son aide.

24 novembre : Retour de l'ancien président Didier Ratsiraka après neuf ans d'exil en France.

28 octobre : Nomination d'un gouvernement d'union nationale et d'un Parlement de transition. L'opposition critique la prépondérance de l'entourage de Rajoelina dans le nouveau gouvernement, mais décide de le soutenir.

16 septembre : Publication par la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) d'une feuille de route prévoyant la formation d'un nouveau gouvernement et le retour sans conditions de l'ex-président Ravalomanana. Elle est entérinée par les grands dirigeants politiques du pays.

2010

11 décembre : Promulgation par le régime de la Transition d'une nouvelle Constitution adoptée par référendum populaire, instaurant la IV^e République. Abaissement à 35 ans l'âge d'éligibilité à la présidence pour permettre à Rajoelina de se porter candidat à la magistrature suprême.

28 août : Condamnation par contumace de Marc Ravalomanana aux travaux forcés à perpétuité dans le procès des auteurs de la tuerie de février 2009.

7 juin : L'UE suspend son aide au développement à Madagascar.

17 mars : Expiration de l'ultimatum fixé par l'UA pour la mise en place des accords de Maputo. L'UA impose des sanctions contre 109 personnalités malgaches, dont Andry Rajoelina.

01 janvier : Suspension de Madagascar de la liste des pays africains jouissant d'un droit d'accès préférentiel pour leurs produits au marché américain dans le cadre de l'AGOA (« African Growth and Opportunity Act »)

2009

9 août : Signature, sous l'égide de la SADC, de l'accord de Maputo (Mozambique) entre le président de fait Andry Rajoelina et les trois anciens présidents (Marc Ravalomanana, Didier Ratsiraka et Albert Zafy) sur la constitution d'un gouvernement de transition et un calendrier pour la tenue des élections. Rejet de l'accord par la Haute Autorité de la transition.

30 mars : Exclusion de Madagascar de la SADC.

21 mars : Andry Rajoelina prête serment comme président de la « Haute Autorité de la

transition » et promet d'organiser rapidement des élections. La cérémonie d'investiture est boycottée par la communauté internationale qui condamne la prise de pouvoir de Rajoelina comme un coup d'Etat.

17 mars : Démission du président Marc Ravalomanana, lâché par l'armée qui avait posé un ultimatum aux autorités civiles pour sortir de la crise.

07 février : Nouveau bain de sang dans les rues de la capitale, suite à l'ordre donné à la garde présidentielle de tirer sur la foule des partisans du maire qui manifestent et réclament la fin de la «dictature».

26 janvier : Appel à la grève générale par Rajoelina, suite à la fermeture arbitraire par le gouvernement de sa chaîne de télévision. La manifestation dans la rue de la capitale tourne en émeutes et pillages, faisant plus de 80 victimes. Cette journée a été qualifiée de « Lundi noir » par les médias locaux.

17 janvier : Première manifestation dans les rues de la capitale conduite par le jeune maire d'Antananarivo Andry Rajoelina, en conflit avec le régime de Marc Ravalomanana.



Patrouille de police à Antananarivo en novembre 2010 après une manifestation d'opposants
AFP PHOTO/Aline RANAIVOSON

URL source: <http://www.rfi.fr/afrique/20131023-2009-crise-politique-malgache-quinquennat-turbulences-rajoelin-ratsiraka-ravalomanana>